



mercredi 17 mai 2017

Les grands titres:

- A Strasbourg, le chef de l'ONU appelle l'Europe à rester unie et forte pour mieux affronter les défis mondiaux
- Homophobie : l'ONU appelle à combattre la discrimination à l'école, au travail et dans l'accès aux soins de santé
- Côte d'Ivoire : le chef de l'ONU se félicite du retour au calme après plusieurs jours de troubles
- L'ONU et des innovateurs discutent de l'utilisation de la technologie pour relever les défis mondiaux
- Les décès d'enfants liés à des affrontements ont atteint un nouveau sommet en Afghanistan, selon l'ONU
- Microsoft conclut un partenariat avec l'ONU pour appuyer son action en matière de droits de l'homme
- L'obésité continue d'augmenter chez les jeunes Européens, selon une étude de l'OMS
- Près de la moitié des décès sont désormais enregistrés avec leur cause, selon l'OMS
- La Somalie a une opportunité unique de construire un État fonctionnel dans les quatre années à venir, selon l'ONU

A Strasbourg, le chef de l'ONU appelle l'Europe à rester unie et forte pour mieux affronter les défis mondiaux



Le Secrétaire général des Nations Unies António Guterres s'exprime au Parlement européen à Strasbourg. Derrière lui, Antonio Tajani, Président du Parlement européen. Photo Union européenne 2017- Source: EP

17 mai - S'exprimant mercredi au Parlement européen à Strasbourg, le Secrétaire général de l'ONU, António Guterres, a souligné la contribution « absolument essentielle » de l'Union européenne (UE) au travail des Nations Unies.

« Les Communautés européennes et l'Union européenne sont clairement les projets les plus réussis de paix et de stabilité dans le monde depuis le début de l'Histoire », a déclaré M. Guterres devant les députés européens, exprimant sa gratitude pour l'engagement fort de l'UE envers le multilatéralisme et pour son importante contribution dans les domaines de la coopération, du développement et de l'aide humanitaire.

Le nombre sans précédent de défis exige de l'ONU et de l'UE de travailler ensemble, a souligné le Secrétaire général, insistant sur la multiplication, le changement de nature et l'interdépendance des conflits ainsi que sur la nécessité de renverser ces tendances néfastes.



« Nous devons renforcer les capacités multilatérales pour traiter, résoudre les conflits, les prévenir et appuyer la paix. Dans ce domaine la coopération entre l'UE et l'ONU est absolument cruciale », a souligné M. Guterres.

Citant la situation Syrie, le chef de l'ONU a indiqué qu'il s'agit d'un conflit dans lequel « tout le monde perd, personne ne gagne » et qu'il était capital de faire comprendre à chaque partie impliquée que « la contradiction des intérêts en jeux est bien plus petite en comparaison au besoin absolu de mettre fin à cette absurdité » dans l'intérêt de la sécurité mondiale.

Devant les parlementaires européens, M. Guterres a reconnu la nécessité de renforcer les capacités des Nations Unies dans la résolution et la prévention des conflits ainsi que dans l'instauration d'une paix durable : « nos deux priorités les plus importantes mais nous ne pourrons jamais le faire sans le soutien et engagement forts de l'UE », a-t-il rappelé. « La contribution européenne est une part absolument essentielle pour rendre l'ONU efficace ».

Lors d'une conférence de presse conjointe avec le Président du Parlement européen, Antonio Tajani, le Secrétaire général a souligné la nécessité d'avoir une Europe unie pour soutenir la recherche de solutions globales, car aucun problème aujourd'hui ne peut être résolu sans efforts mondiaux.

« C'est pour ça que j'ai salué l'extrêmement importante contribution de l'Union européenne à la gouvernance multilatérale, son engagement dans le multilatéralisme », a dit M. Guterres devant les journalistes. « Mais aussi, j'ai fait appel à une Europe unie et forte pour mieux soutenir les Nations Unies qu'on veut aussi fortes et efficaces dans la promotion des valeurs essentielles de la Charte : la paix, la sécurité, les droits de l'homme et le développement inclusif et durable ».

Le Secrétaire général a profité de son déplacement à Strasbourg pour s'entretenir avec les dirigeants des différents groupes politiques représentés au Parlement européen.

« La coopération entre l'Union européenne et les Nations Unies est un pilier essentiel de notre ordre multilatéral et c'était pour moi une excellente opportunité de m'adresser aux députés européens, de discuter avec eux quelques-uns des défis essentiels auxquels nous faisons face », a déclaré M. Guterres.

Le chef de l'ONU a également appelé l'Europe à être un partenaire dans le rétablissement du système de protection internationale pour les réfugiés qui a été largement mis en cause ces dernières années, et pour participer d'une façon constructive à l'approbation d'un pacte sur les migrations pour que ces dernières se fassent en sécurité, de manière organisée et d'une façon légale.

Homophobie : l'ONU appelle à combattre la discrimination à l'école, au travail et dans l'accès aux soins de santé



Photo: OIT

17 mai - A l'occasion de la Journée internationale contre l'homophobie, la transphobie et la biphobie (17 mai), plusieurs responsables des Nations Unies ont souligné la nécessité de mettre fin aux discriminations toujours subies par les personnes des personnes lesbiennes, gays, bisexuelles, transgenres et intersexes (LGBTI).

Cette année, la Journée souligne le rôle des familles dans le bien-être des LGBTI.

La Directrice générale de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), Irina Bokova, s'est dite profondément préoccupée par la trop grande banalisation des insultes, des remarques sexistes et homophobes, dans les médias ou dans la vie quotidienne, sur les réseaux sociaux et y compris de la part de responsables politiques.

« Personne ne devrait se sentir humilié, fragilisé ou menacé pour son identité ou son orientation sexuelle, réelle ou supposée », a déclaré Mme Bokova dans un message publié à l'occasion de la journée. « L'histoire enseigne jusqu'où peut aller la violence homophobe et nous devons nous souvenir du passé pour empêcher l'irréparable aujourd'hui – rappelons-nous la situation des homosexuels sous le régime Nazi, internés dans des camps de 'rééducation', et tués ».

L'UNESCO s'est engagé à protéger les droits des personnes homosexuelles et transgenres, en y consacrant tous les moyens de son mandat pour l'éducation, la culture, la communication et l'information. « Ce travail pour l'intelligence et pour la tolérance commence sur les bancs de l'école », a souligné Mme Bokova, rappelant que l'UNESCO a lancé dès 2011 une initiative mondiale pour prévenir et combattre le harcèlement à caractère homophobe ou transphobe à l'école.

Les discriminations liées à l'orientation sexuelle sont également toujours tenaces dans le monde du travail et impactent négativement la vie des LGBTI.

« Ce qui se passe sur le lieu de travail influe aussi sur la vie de famille », a déclaré le Directeur général de l'Organisation internationale du travail (OIT), Guy Ryder, dans un message. « Il importe donc de se demander si les travailleurs et travailleuses lesbiennes, gays, bisexuels, transgenres et intersexués (LGBTI) jouissent pleinement de leurs droits au travail et sont en mesure de concilier leurs responsabilités professionnelles et familiales ».

D'après les travaux de recherche menés par l'OIT, les politiques sur le lieu de travail, qui sont souvent conçues d'un point de vue hétéronormatif, ne permettent guère de prendre en compte les difficultés et préoccupations des travailleurs et travailleuses LGBT.

« Conformément aux principes du Programme de développement durable à l'horizon 2030, aucun salarié LGBTI ne devrait être laissé de côté », a souligné M. Ryder, appelant tous les individus à se montrer solidaires de la lutte des travailleurs et travailleuses LGBTI et de leurs familles pour leurs droits.

Pour le Programme commun des Nations Unies sur le VIH/sida (ONUSIDA), il est essentiel de mettre fin à la stigmatisation et à la discrimination auxquelles sont confrontées les LGBTI afin que l'élimination du sida d'ici à 2030 devienne une réalité.

« De nombreux jeunes homosexuels et transgenres sont rejetés par leurs familles, vivant dans la rue, confrontés à tous les types de discrimination et de violence », a déploré le Directeur exécutif de l'ONUSIDA, Michel Sidibé. « Ce n'est pas le chemin vers des sociétés saines et productives. Nous devons encourager l'inclusion et la compassion et veiller à ce que des réseaux de soutien soient en place, y compris l'accès aux services sociaux et de santé essentiels ».

L'ONUSIDA rappelle que les hommes homosexuels et les transgenres sont plus exposés au risque du VIH. Cependant, dans de nombreux milieux de soins de santé, les LGBTI ont du mal à accéder à des services de santé de qualité sans discrimination, les rendant plus vulnérables au VIH et moins susceptibles d'avoir accès aux soins et aux soins.

En 2016, l'ONUSIDA a lancé un Agenda pour la discrimination zéro dans les milieux de soins de santé, qui réunit toutes les parties prenantes pour des efforts conjoints vers un monde où chacun, partout dans le monde, peut recevoir les soins de santé dont il a besoin sans discrimination.

Côte d'Ivoire : le chef de l'ONU se félicite du retour au calme après plusieurs jours de troubles



Vue aérienne du quartier du Plateau à Abidjan, en Côte d'Ivoire. Photo ONU/Basile Zoma

17 mai - Le Secrétaire général des Nations Unies, António Guterres, s'est félicité du retour au calme en Côte d'Ivoire suite aux actes de violence « inacceptables » commis par les soldats des Forces armées de Côte d'Ivoire (FACI) ces derniers jours.

Après quatre jours de troubles qui ont fait trois morts, selon la presse, les soldats mutins, qui réclamaient le paiement de leurs primes, ont accepté mardi un accord proposé par le gouvernement. Les soldats ont accepté de rentrer dans leurs casernes permettant un retour à la normale à Abidjan et Bouaké - les principales villes du pays.

Le Secrétaire général « félicite le gouvernement de la Côte d'Ivoire pour ses efforts qui ont permis de remédier aux tensions et de rétablir la sécurité », a dit son porte-parole, Stéphane Dujarric, dans une déclaration à la presse publiée mardi soir.

« Le Secrétaire général exprime le soutien constant des Nations Unies au gouvernement de la Côte d'Ivoire dans ses efforts pour préserver les avancées en matière de paix et de stabilité dans le pays qui ont été obtenues après tant d'efforts, y compris avec l'assistance de l'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire (ONUCI) et d'autres partenaires internationaux ».

Après 13 ans de présence en Côte d'Ivoire, l'ONUCI doit officiellement clôturer à la fin du mois de juin. L'ONUCI est en train de déléguer à l'équipe pays des Nations Unies les tâches essentielles nécessaires pour assurer la pérennité des avancées réalisées jusqu'à présent en Côte d'Ivoire.

L'ONU et des innovateurs discutent de l'utilisation de la technologie pour relever les défis mondiaux



La Vice-secrétaire générale de l'ONU, Amina Mohammed, s'exprimant lors d'un événement de haut-niveau de la soixante et onzième session de l'Assemblée générale consacré à l'innovation et à la connectivité en faveur des ODD. Photo: ONU / Evan Schneider

17 mai - Des drones larguant de la nourriture et des médicaments, des appareils portables qui peuvent diagnostiquer Ebola avec une goutte de sang - les dernières avancées technologiques convergent pour rendre possible ce qui était impensable, ont déclaré des innovateurs et chefs d'entreprises invités au siège des Nations Unies pour discuter du rôle que peuvent jouer les technologies pour réaliser les objectifs de développement durable (ODD).

« Aujourd'hui, dans ce monde, tout le monde ferme ses frontières » mais des partenariats sont nécessaires pour que les ODD atteignent toutes les régions de la planète, a déclaré la Vice-Secrétaire générale de l'ONU, Amina Mohammed.

Elle a souligné que de nombreux innovateurs ne connaissent pas de frontières. « Il n'y a pas de lignes rouges, bleues ou vertes lorsque vous parcourez l'Internet, les médias sociaux, que vous communiquez à travers ces frontières. C'est ce qui est passionnant. Vous pouvez ainsi partager les connaissances », a-t-elle ajouté.

Dr Peter Diamandis, Président de la Fondation XPrize et de l'Université Singularity, estime que dans sept ans, la planète entière sera connectée.

C'est ce qu'il appelle la « dématérialisation » des choses que les gens possédaient, et qui sont maintenant gratuites sur nos téléphones cellulaires.

« Le fils ou la fille d'un milliardaire ici à Manhattan ou le fils ou la fille de la personne la plus pauvre au Kenya ont accès aux mêmes applications gratuites, ont accès aux mêmes connaissances et informations que Larry Page » (co-fondateur de Google), a-t-il souligné. « C'est un monde incroyable. Ce que nous voyons ici est une dématérialisation car toutes ces choses deviennent de moins en moins chères ».

Le Dr Diamandis a ensuite demandé aux participants d'imaginer le pouvoir de 5 milliards de nouveaux esprits qui n'avaient jamais été connectés auparavant.

Changer le monde, a été sa réponse.

Pour le Dr Astro Teller, directeur à Google Ex, les partenariats entre inventeurs, technologues, gouvernements et communautés locales sont les plus importants.

La majorité des 7,5 milliards de personnes vivant sur la planète n'ont pas accès à l'Internet, a-t-il souligné.

Afin que davantage de personnes puissent être en ligne, Google Ex a lancé un projet Internet avec des ballons, Loon, en Amérique latine avec l'aide de l'Organisation de l'aviation civile de l'ONU, l'OACI.

Le partenariat, a-t-il souligné, est important pour tous, de l'innovateur aux gouvernements. Personne ne peut atteindre les

objectifs de développement durable seul, a-t-il conclu.

Les décès d'enfants liés à des affrontements ont atteint un nouveau sommet en Afghanistan, selon l'ONU



Enfants chez eux à Jalalabad, en Afghanistan. Photo: OIM (archives)

17 mai - Profondément préoccupée par l'augmentation continue des décès d'enfants liés au conflit en Afghanistan, la Mission d'assistance des Nations Unies dans le pays (MANUA) a exhorté les parties au conflit à prendre des mesures immédiates pour réduire le mal causé.

« J'étais consterné d'apprendre qu'un tir de mortier non explosé a tué cinq garçons de la même famille » dimanche, a déclaré le Représentant spécial du Secrétaire général pour l'Afghanistan, Tadamichi Yamamoto, dans un communiqué de presse.

« Les enfants jouaient à l'extérieur de leur maison [...] Une famille détruite en quelques secondes - cette horreur n'est qu'un des nombreux incidents documentés au début de cette saison de combats », a-t-il ajouté.

Au cours des quatre premiers mois de l'année 2017, le nombre le plus élevé d'enfants victimes d'incidents liés au conflit en Afghanistan a été enregistré, notamment le plus grand nombre d'enfants tués pour la période comparable depuis que la Mission a commencé à enregistrer ces chiffres.

Entre le 1er janvier et le 30 avril 2017, la MANUA a enregistré 283 décès d'enfants, soit une augmentation de 21% par rapport à la même période en 2016. Des enfants ont été tués par des restes explosifs de guerre dans des zones civiles et lors d'affrontements au sol.

Beaucoup d'enfants parmi les 700 blessés ont subi des traumatismes importants, y compris la perte d'un bras ou d'une jambe, et sont affectés durablement par le décès de frères et sœurs, de leurs parents, par la destruction de leurs maisons ou par leur déplacement.

La MANUA a de nouveau exhorté les parties au conflit à accorder la priorité à la protection des enfants et s'est félicitée de l'engagement du gouvernement afghan à ratifier formellement le Protocole V à la Convention de 1980 sur les armes conventionnelles.

La Mission a exhorté toutes les parties au conflit à commencer à marquer, nettoyer, enlever et détruire les restes explosifs de guerre laissés après les combats dans des zones sous leur contrôle.

Microsoft conclut un partenariat avec l'ONU pour appuyer son action en matière de droits de l'homme



Le Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme, Zeid Ra'ad Al Hussein. Photo ONU/Jean-Marc Ferré

17 mai - Le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH) a annoncé mardi la signature d'un partenariat de cinq ans avec la société d'informatique Microsoft.

Selon un communiqué de presse publié par les deux organisations, l'accord prévoit l'octroi, par Microsoft, d'une subvention à hauteur de cinq millions de dollars en vue d'appuyer l'action du HCDH. Jamais encore un tel soutien n'avait été accordé par une entreprise du secteur privé.

Le partenariat entend notamment mettre l'accent sur le développement et l'utilisation des technologies de pointe conçues pour mieux prévoir, analyser et répondre aux situations graves concernant les droits de l'homme, et qui semblent aujourd'hui non seulement proliférer en de nombreux points du globe – y compris dans des régions auparavant considérées comme stables – mais aussi de plus en plus complexes.

Le nouveau partenariat s'appuie sur une relation de longue date entre le HCDH et Microsoft, reposant sur deux idées partagées. Premièrement, un engagement à faire en sorte que la technologie joue un rôle positif en aidant à promouvoir et protéger les droits de l'homme. Deuxièmement, la reconnaissance de la nécessité, pour le secteur privé, de contribuer davantage à faire avancer la cause des droits de l'homme dans le monde.

« En tant que société internationale consciente des problèmes mondiaux, nous pensons qu'il est de notre responsabilité de contribuer à leur résolution », a déclaré le Président de Microsoft, Brad Smith. « Il existe ici des possibilités inexploitées d'utiliser la puissance des technologies pour recueillir des données, les analyser, et ainsi donner à l'Organisation des Nations Unies les moyens de promouvoir les droits de l'homme aux quatre coins du globe ».

Les technologies au service des droits de l'homme

Bien que contribuant parfois aux problèmes liés aux droits de l'homme, les technologies doivent aussi jouer un rôle important dans la lutte contre les abus. La subvention de Microsoft entend contribuer à l'établissement de technologies dont l'incidence soit ici positive, par exemple à travers la création et le déploiement de nouvelles solutions technologiques spécialement conçues pour faire progresser la mission du HCDH et pour protéger les droits de l'homme.

Citons l'exemple de Rights View – un «tableau de bord» qui permettra au personnel des Nations Unies chargé des questions des droits de l'homme de regrouper d'importants volumes de données internes et externes sur des pays spécifiques et certains types de violations des droits en temps réel. Il contribuera à faciliter l'analyse, à assurer une mise en garde précoce sur les nouvelles questions préoccupantes et à fournir des données utiles pour orienter les réponses. Basé sur l'informatique en nuage (cloud computing) et l'analyse de mégadonnées (big data), cet outil n'est qu'un exemple parmi d'autres du potentiel de la technologie comme force motrice au service du bien.

Les entreprises et les droits de l'homme

Microsoft entend également travailler aux côtés du HCDH afin de sensibiliser quant au rôle que les entreprises peuvent et doivent jouer en vue de favoriser le respect des droits de l'homme et afin de promouvoir un comportement plus responsable des entreprises dans le monde entier.

Microsoft travaillera en étroite collaboration avec le Haut-Commissariat pour aider à promouvoir l'adoption et la mise en œuvre à grande échelle des Principes directeurs des Nations Unies relatifs aux entreprises et aux droits de l'homme. Ces derniers établissent une norme mondiale pour prévenir et prendre en compte le risque d'incidence négative sur les droits de l'homme lié aux activités des entreprises.

En outre, Microsoft s'engage à soutenir le plaidoyer en faveur des droits de l'homme et les campagnes de sensibilisation, à travers un appui concret aux travaux du Haut-Commissariat dans des domaines essentiels tels que la liberté d'expression, la protection des données et de la vie privée, ainsi que l'inclusion. Il s'agit notamment du soutien direct au développement et à la promotion de principes d'entreprise aux fins de la lutte contre la discrimination des personnes LGBTI sur le lieu de travail, dans la droite ligne des normes internationales relatives aux droits de l'homme.

« Cet accord pourrait marquer un véritable tournant », a déclaré le Haut-Commissaire aux droits de l'homme, Zeid Ra'ad al Hussein. « Nous vivons dans un monde en évolution permanente, où la technologie peut être utilisée pour résoudre les problèmes en rapport avec les droits de l'homme, mais où elle peut aussi être détournée pour porter atteinte à ces droits. Selon la même logique, certaines entreprises pourront transgresser les droits des individus, quand d'autres se positionneront comme une force progressiste de premier plan dans ce domaine ».

Pour le Haut-Commissaire, le secteur privé a un rôle essentiel à jouer pour faire progresser la cause des droits de l'homme, « et ce partenariat avec Microsoft prouve que nous pouvons collaborer de manière constructive ».

« J'espère que nous pourrions aller bien plus loin encore à l'avenir: que cette démarche stimulera une vaste dynamique du secteur privé axée sur la défense des droits de l'homme. Nul doute qu'un soutien accru des grandes entreprises dans le secteur de la technologie et d'autres domaines pourra influencer le cours des choses de façon décisive », a déclaré M. Zeid.



L'obésité continue d'augmenter chez les jeunes Européens, selon une étude de l'OMS



Un bébé assis dans une poussette est nourri par sa mère dans le parc d'attractions Disney World à Orlando, en Floride (1997). L'obésité est un problème important en matière de nutrition aux États-Unis. Photo: UNICEF / Toutounji

17 mai - Le nombre d'adolescents obèses continue d'augmenter dans de nombreux pays d'Europe, selon un nouveau rapport de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) publié mercredi à l'occasion du Congrès européen sur l'obésité organisé au Portugal.

« Malgré les efforts soutenus afin de lutter contre l'obésité infantile, on estime toujours qu'un adolescent européen sur trois est en surpoids ou obèse, les taux les plus élevés étant signalés dans les pays méditerranéens et du sud de l'Europe. Ce qui est particulièrement préoccupant, c'est que l'épidémie est en augmentation dans les pays d'Europe orientale, où les taux ont été traditionnellement moins élevés », déclare la Directrice régionale de l'OMS pour l'Europe, le Dr Zsuzsanna Jakab.

« Pour atteindre l'objectif de développement durable visant à arrêter l'augmentation de l'obésité infantile, une action politique ambitieuse doit être mise en œuvre. Les pouvoirs publics doivent cibler les efforts, et rompre ce cycle néfaste qui va de l'enfance à l'adolescence et au-delà », ajoute-t-elle.

Un important problème de santé mondiale

L'obésité infantile est considérée comme l'un des plus graves défis auxquels est confrontée la santé publique au XXI^e siècle. Les enfants obèses sont davantage exposés au risque de diabète de type 2, d'asthme, de troubles du sommeil, de problèmes musculo-squelettiques et de maladies cardiovasculaires à l'avenir, ainsi que d'absentéisme à l'école, de problèmes psychologiques et d'isolement social.

Le docteur João Breda, chef de programme pour la nutrition, l'activité physique et l'obésité au Bureau régional de l'OMS pour l'Europe, souligne que cette situation a de graves conséquences à très long terme.

« La plupart des jeunes ne se débarrasseront pas de leur obésité en cours de croissance : quatre adolescents obèses sur cinq continueront en effet d'avoir des problèmes de poids à l'âge adulte. De par leur état, ils seront toujours exposés à un risque accru de problèmes de santé, de stigmatisation et de discrimination. La nature chronique de l'obésité peut en outre limiter la mobilité sociale et contribuer à alimenter un cycle néfaste de pauvreté et de mauvaise santé d'une génération à l'autre », explique-t-il.

Le rapport met en lumière les inégalités persistantes en matière d'obésité chez les jeunes. En général, les jeunes adolescents, les garçons et ceux qui vivent dans des familles défavorisées d'un point de vue socio-économique sont plus susceptibles d'être obèses. Ces conclusions montrent que les efforts actuels de promotion de la santé et de prévention des maladies en vue de réduire l'obésité infantile ne parviennent pas à atteindre et à sensibiliser ces groupes de manière appropriée.

Les initiatives politiques et les interventions doivent cibler les adolescents particulièrement à risque dans le cadre familial et scolaire, voire dans la communauté au sens plus large, et mettre en avant les politiques qui améliorent l'accès des jeunes à une alimentation saine. On doit également s'employer à améliorer l'environnement bâti afin que l'activité physique fasse de nouveau partie intégrante de la vie quotidienne.

Près de la moitié des décès sont désormais enregistrés avec leur cause, selon l'OMS



À Ho Chi Minh-Ville, au Vietnam, un homme est traité pour la tuberculose multirésistante dans un hôpital. Photo Fonds mondial/Ryan Quinn Mattingly

17 mai - Près de la moitié des décès sont désormais enregistrés avec leur cause, ce qui souligne les progrès accomplis par les pays en ce qui concerne la collecte des statistiques de l'état civil et la progression constante vers les objectifs de développement durable (ODD), selon de nouvelles données de l'Organisation mondiale de la santé (OMS).

Sur les 56 millions de décès survenus dans le monde en 2015 selon les estimations, 27 millions ont été enregistrés avec leur cause, selon les Statistiques sanitaires mondiales annuelles de l'OMS. En 2005, ce n'était le cas que pour un tiers environ. Plusieurs pays ont avancé sensiblement dans le renforcement des données collectées, comme la Chine, la Turquie et la République islamique d'Iran, pays dans lequel 90% des décès sont désormais enregistrés avec des informations détaillées sur la cause, contre 5% en 1999.

Le report d'informations incorrectes ou incomplètes sur ces décès réduit également l'utilité de ces données pour suivre les tendances de la santé publique, planifier des mesures pour améliorer la santé et évaluer si les politiques sont efficaces.

« Si les pays ne savent pas pourquoi les gens tombent malades et de quoi ils meurent, il est alors beaucoup plus difficile de déterminer ce qu'il faut faire », explique le Dr Marie-Paule Kieny, Sous-Directeur général à l'OMS pour le Groupe systèmes de santé et innovation. « L'OMS collabore avec les pays pour renforcer les systèmes d'information sanitaire et leur permettre de mieux suivre les progrès vers les objectifs de développement durable ».

Les 'Statistiques sanitaires mondiales', l'une des publications annuelles emblématiques de l'OMS, compilent les données sanitaires des 194 États Membres de l'Organisation sur 21 cibles des ODD liées à la santé, délivrant ainsi un instantané à la fois sur les progrès et les menaces en matière de santé des populations du monde. Tandis que la qualité des données sanitaires s'est sensiblement améliorée ces dernières années, de nombreux pays ne collectent pas encore systématiquement des données de qualité pour suivre les indicateurs des ODD liés à la santé.

Le rapport comporte de nouvelles données sur les progrès vers la couverture sanitaire universelle. Celles-ci montrent qu'à l'échelle mondiale, 10 mesures pour la couverture des services de santé essentiels se sont améliorées depuis 2000. C'est pour le traitement du VIH et les moustiquaires évitant le paludisme que la couverture a progressé le plus, partant de niveaux très faibles en 2000. On a également observé des hausses régulières dans l'accès aux soins prénatals et à un assainissement amélioré, tandis que les avancées de la couverture par la vaccination systématique des enfants entre 2000 et 2010 ont quelque peu ralenti entre 2010 et 2015.

L'accès aux services de santé n'est qu'une des dimensions de la couverture sanitaire universelle; la part des dépenses à la charge des patients pour ces services en est une autre. Selon les données les plus récentes de 117 pays, en moyenne 9,3% des personnes dans chaque pays consacrent plus de 10% des revenus de leur foyer aux soins de santé, un niveau qui expose ces familles à la probabilité d'être confrontées à des difficultés financières.

Publiées chaque année depuis 2005, les 'Statistiques sanitaires mondiales' de l'OMS sont une source irréfutable d'informations sur la santé de la population mondiale. Elles incluent des données de 194 pays sur les progrès accomplis pour la réalisation des objectifs de développement durable liés à la santé, dont un certain nombre d'indicateurs sur la mortalité, la morbidité et les systèmes de santé, comme l'espérance de vie, la morbidité et la mortalité dues aux principales maladies, les services de santé et les traitements, les investissements financiers dans la santé, les facteurs de risque et les comportements influant sur la santé.

La Somalie a une opportunité unique de construire un État fonctionnel dans les quatre années à venir, selon l'ONU



Conseil de sécurité de l'ONU. Photo ONU/Manuel Elias

17 mai - Depuis le début de l'année, les progrès politiques enregistrés en Somalie font naître de vrais espoirs, ont reconnu ce matin, devant le Conseil de sécurité, le Représentant spécial adjoint du Secrétaire général pour la Somalie, Raisedon Zenenga, et le Représentant spécial du Président de la Commission de l'Union africaine pour la Somalie et Chef de la Mission de l'Union africaine en Somalie (AMISOM), Francisco Caetano Jose Madeira.

Le La Conférence de Londres sur la Somalie, présidée par les Nations Unies, l'Union africaine, la Somalie et le Royaume Uni, qui s'est tenue le 11 mai dernier, a été l'occasion pour le nouveau gouvernement somalien de présenter ses priorités devant la communauté internationale et de forger des partenariats pour les réaliser, se sont félicités les deux hommes.

Cependant, ont-ils averti, la Somalie fait actuellement face à une grave sécheresse et à une dégradation rapide de la situation humanitaire qui pourrait provoquer une famine si la pluie ne vient pas et si l'aide humanitaire n'est pas renforcée à temps.

L'élection pacifique du Président Mohamed Abdullahi Mohamed Farmajo, le 8 février, la désignation et l'approbation d'un premier ministre et d'un gouvernement, et l'accord conclu le 16 avril par les dirigeants somaliens, à la fois au niveau fédéral et fédéré quant à la structure des forces de sécurité du pays, représentent des jalons importants, ont-ils souligné.

Selon M. Zenenga, qui présentait le rapport du Secrétaire général sur la Somalie, le pays a aujourd'hui « l'opportunité unique de surmonter sa fragilité et de construire un État fonctionnel dans les quatre années à venir ».

À cette fin, le pays doit progresser dans cinq domaines prioritaires : établir des forces de police et de sécurité à même de protéger la population et de commencer à relayer l'AMISOM ; promouvoir la reprise économique ; prendre des mesures adéquates pour mieux gérer les fonds publics ; finaliser la révision de la Constitution et renforcer le système fédéral ; encourager la réconciliation et résoudre les conflits locaux de longue date.

« Les élections de 2020 seront un test des progrès », a lancé M. Zenenga.

Les dirigeants somaliens sont arrivés à un accord historique pour intégrer les forces fédérales et nationales dans une architecture nationale de sécurité, s'est également réjoui M. Madeira. Le Pacte de sécurité conclu à Londres entre la Somalie et 42 partenaires internationaux entérine cet accord et reconnaît que l'AMISOM reste un pilier pour la sécurité de la Somalie, a précisé son homologue.

Les défis à relever sont énormes ont toutefois rappelé les intervenants, en soulignant que les Chabab restaient la principale menace.

« Les Chabab se nourrissent des manquements en termes de gouvernance, notamment dans les domaines des droits de l'homme, de la justice et de l'état de droit, et de la fourniture de services de base », a mis en garde le Représentant spécial adjoint.

Citant plusieurs villes situées le long du couloir de Djouba qui restent les fiefs de ce groupe terroriste, le Chef de l'AMISOM a souhaité que l'opération Djouba 2 soit bientôt lancée, avant de plaider en faveur de l'allocation d'un financement prévisible et suffisant à la Mission.